



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Février 2015 – n°70

SOMMAIRE

Liberté, chérissons ton nom !	P.	2
<i>par Philippe LAURETTE et les membres du Conseil d'Administration d'E&E</i>		
Europe 2015 : dernière chance ou fausse relance ?	P.	3
<i>par Bruno VEVER</i>		
Basculement grec : nouvelle crise ou nouvelle donne ?	P.	7
<i>par Bruno VEVER</i>		
Paradoxes européens ou Europe de paradoxes ?	P.	9
<i>par François-Xavier BELLEST</i>		
Agenda	P.	12



Liberté, chérissons ton nom !

Philippe LAURETTE et les membres du Conseil d'Administration d'E&E

Les massacres terroristes perpétrés à Paris début janvier contre la rédaction de Charlie hebdo, les policiers en faction et les otages d'un Hypercacher auront déjà eu un résultat spectaculaire : cette marée de quatre millions de personnes venues témoigner dans toute la France, notamment de la République à la Nation, avec de multiples manifestations de soutien de par le monde, que tout un peuple ne se laissera jamais intimider par aucun fanatisme !

Ce peuple levé en masse, c'est toute l'Europe qui l'a accompagné ce 11 janvier, représentée par ses trente plus hauts dirigeants, eux-mêmes accompagnés d'autres du monde entier, y compris d'Israël et de Palestine !

La présence historique de tous ces dirigeants européens n'était pas fortuite car l'Union européenne incarne aujourd'hui, par son histoire, la liberté elle-même.

Liberté d'abord pour nos pays européens, qui en ont été si souvent privés, pour certains il n'y a pas si longtemps ! Ainsi la Lettonie, ancienne république d'URSS, avec une importante minorité russophone, préside aujourd'hui le Conseil de l'Union européenne, alors même qu'une guerre civile fait rage à nos portes entre Ukrainiens et séparatistes russophones ! Pourra-t-on encore prétendre que la paix et la liberté sont références désuètes pour valoriser la construction européenne ?

Liberté aussi pour le monde entier, y compris pour un Moyen Orient enlisé dans une nouvelle guerre de cent ans. Ce monde aurait tant à apprendre de l'approche de réconciliation et de solidarité que nous autres, Européens, avons su faire fructifier avec Jean Monnet et d'autres précurseurs au sortir d'une guerre répétitive, ravageuse et contagieuse qui, de l'attentat de Sarajevo à l'indicible d'Auschwitz, aura multiplié les victimes et les martyrs, en Europe comme au-delà, de Verdun à Stalingrad, de Buchenwald à Katyn, de Dresde à Hiroshima...

Tel est non seulement notre « devoir de mémoire » mais surtout notre « devoir de croire », et d'y croire encore, malgré et contre tout ! Cet « incroyable » rassemblement à Paris de dirigeants venus de partout, avec ces millions de citoyens, tous réunis comme eux et avec eux, nous oblige à réinventer ensemble nos libertés et nos solidarités pour assurer notre avenir !

Voilà pourquoi, plus que jamais, nous continuerons de nous battre pour une Europe unie, seule capable de répondre efficacement à pareilles exigences !

Philippe LAURETTE, président,
et les membres du conseil d'administration d'Europe et Entreprises



Europe 2015 : dernière chance ou fausse relance ?

Bruno VEVER

L'Union européenne entame cette nouvelle année 2015 avec deux nouveaux présidents : Donald Tusk, ancien premier ministre polonais, a remplacé Herman van Rompuy à la présidence du Conseil européen et Jean-Claude Juncker, ancien premier ministre luxembourgeois, a succédé à José Manuel Barroso à la présidence de la Commission européenne.

Les deux hommes portent avec eux les derniers espoirs d'un renouveau, leurs prédécesseurs n'étant guère parvenus à imprimer leur marque pour sortir l'Europe de l'interminable crise ou elle paraît aujourd'hui s'enliser. Jean-Claude Juncker, vieux routier des arcanes européennes, a explicitement présenté sa Commission comme celle de la « dernière chance ».

Car cette année 2015 s'ouvre sur un climat européen morose et perturbé, plombé par les contreperformances économiques, la précarisation de l'emploi et l'absence de projet novateur pouvant fédérer et relancer les énergies des vingt-huit Etats membres.

Les eurosceptiques de tous bords continueront d'y voir une crise d'obsolescence et de rejet, et de prôner un retour à leur paradis perdu des douaniers d'après-guerre. Nos gouvernants préféreront évoquer une crise passagère d'adaptation à des temps difficiles, sans pour autant proposer de nouvelles perspectives au projet européen : ils restent trop occupés à convaincre leurs électeurs du primat de leurs propres décisions et protections nationales dans pareil conglomérat.

Un vétéran européen aussi illustre que Valéry Giscard d'Estaing en est réduit à agiter le mirage d'un redémarrage à douze, alors même que la zone euro est passée en 2015 à dix-neuf, dont la France n'est pas au rang des plus exemplaires ! Les avocats d'un retour en force du « rêve européen » pour tous ont par contre mystérieusement disparu : nulle trace de tels Européens dans les cercles politiques, économiques, médiatiques et même associatifs, par-delà quelques originaux, isolés et inaudibles.

On comprendra que l'opinion, durement mise à l'épreuve par les mesures d'austérité en tous genres improvisées par ses dirigeants, se trouve de plus en plus déboussolée, donc perméable aux faux prophètes d'aventures sans mémoire ni garde-fou, comme les élections européennes de mai 2014 l'ont brutalement démontré dans de nombreux pays à commencer par la France !

Notre Europe est en crise, certes. La cause est entendue. Mais de quelle crise s'agit-il ? Ni ses opposants, ni ses gouvernants ne se prêteront ici au jeu de la vérité, les uns parce qu'ils combattent la finalité comme les acquis de la construction européenne, les autres parce qu'ils ne sont toujours pas prêts à en assumer les conséquences et à partager ce qui reste de leurs pouvoirs, aussi vacillants soient-ils.

La crise de l'Europe n'est pourtant ni une crise de déclin, ni une crise d'obsolescence. En trente ans, la construction européenne a réussi des avancées inimaginables, suite à des programmes pertinents,



efficaces et courageux, datant d'une époque où on avait encore des ambitions communes et d'authentiques Européens pour les conduire, et grâce aussi à des circonstances inattendues qui ont bousculé bon nombre de nos dirigeants nationaux !

Jugeons-en : suppression de toutes les entraves et barrières douanières aux frontières internes, prépondérance des normes européennes, voix unique dans les négociations commerciales internationales, réunification allemande sans heurts et sans faute, extension continentale irrépensible à vingt-huit Etats membres, sans compter les pays associés, union monétaire couronnant le marché unique, élargie à dix-neuf membres en 2015 avec la Lituanie, surveillance multilatérale progressivement imposée des rééquilibres budgétaires des Etats. Combien, même parmi les plus optimistes d'il y a trente ans, pourtant plus nombreux et mieux audibles qu'aujourd'hui, auraient parié sur un pareil bilan ?

La nouvelle présidence semestrielle du Conseil de l'Union inaugurée en ce début 2015 par la Lettonie, ancienne république de l'URSS, nous rappelle opportunément cet incroyable développement. Ce petit Etat membre, voisin direct de la Russie, comporte lui-même de nombreux russophones, à l'image d'autres pays baltes de l'Union, mais aussi de l'Ukraine victime d'un conflit armé pour des motifs analogues ! Voilà qui souligne combien l'équilibre et la sécurité du continent européen demeurent fragiles, notamment face à la brutale glaciation des rapports avec une Russie partie à la reconquête de ses anciennes frontières. Aujourd'hui comme hier, les mérites de l'Union pour défendre la paix et la liberté sont bien loin d'être surannés !

La crise de l'Union européenne n'est donc pas une crise d'obsolescence mais bien une crise de maturation et d'identité suite à sa trop rapide mutation. Pour faire face à ses nouvelles responsabilités géopolitiques, sécuritaires, économiques et sociales, l'Union européenne de 2015 est assurément mal à l'aise dans des institutions et des missions qui datent pour l'essentiel de 1957 et n'ont été réformées qu'en deçà des besoins actuels. Le parapluie de l'OTAN ne la met pas à l'abri de tous les orages, tout en lui faisant payer l'inévitable facture d'une telle dépendance d'outre-Atlantique, avec des Etats-Unis eux-mêmes de plus en plus recentrés vers un hémisphère Pacifique en pleine recomposition.

L'immobilisme politique actuel de l'Union européenne, comme ses retards de développement économique, d'autonomie sécuritaire, d'innovation technologique, de mutualisation budgétaire, de réorganisation fiscale et de refondation sociale, occasionnés par une myopie congénitale de ses vingt-huit dirigeants nationaux, si malhabiles à penser et agir en équipe, ne peut qu'alimenter une crise persistante et chronique, avec un fonctionnement toujours aussi opaque, un devenir toujours aussi énigmatique et des ambitions toujours aussi rabougries.

Ainsi, comment faut-il qualifier les acteurs politiques quand ils ne cessent de ravalier l'Europe au dernier plan de leurs ambitions, de leurs projets et de leur communication, ou quand ils se réservent les mérites des rares frémissements européens mais refusent toute mutualisation crédible des moyens, ou quand ils laissent l'Europe endosser les désillusions voire les colères d'une opinion désorientée ? Comment s'étonner dans pareilles conditions que l'euro-déprime soit devenue notre lot quotidien, au point que plus personne ne paraît s'en étonner, ni même s'interroger sur ses causes profondes ?



Il y aurait pourtant de quoi s'interroger. Ainsi nous bénéficions aujourd'hui, grâce à l'union monétaire, de taux d'intérêt à un seuil plancher et d'une stabilité des prix inédite. Nos échanges commerciaux et financiers ont été libérés, et mis à l'abri des mesures contraires que la crise de 2008 aurait pu susciter. Tant les banques que les budgets nationaux ont fini par être placés sous contrôle européen conjoint. Les capitaux n'ont jamais été aussi abondants et, bien que volatiles, ne cherchent qu'à se placer. L'euro a tenu bon tout en étant redevenu ces derniers temps plus compétitif face au dollar.

Comment expliquer alors que la forte baisse ces derniers mois des prix du pétrole et de la plupart des matières premières, énorme « cerise sur le gâteau » que personne n'attendait mais dont on estime à présent qu'elle pourrait perdurer, ne suffise pas à ranimer en Europe une amorce de redressement économique ? Souvenons-nous par le passé des chocs pétroliers à répétition, des dégradations des termes de l'échange, des inflations récurrentes, des bastilles ou pratiques anticoncurrentielles en tous genres et des dévaluations sauvages en cascade démantelant l'Europe ! La conjonction des martingales inédites dont nous bénéficions aujourd'hui aurait fait crier au miracle nos économistes d'il y a trente ans. Mais elle ne parvient pas à sortir ceux de 2015 d'un état persistant de sidération...

Car, de façon aussi accablante que têtue, la plupart de nos indicateurs économiques européens, notamment français, restent arrimés au rouge. La croissance est devenue si anémique qu'elle se confond avec une décroissance. Les prélèvements publics sont devenus si élevés qu'ils absorbent, notamment chez nous, la majeure partie du PIB – alors que le budget européen reste quant à lui confiné à 1% -. Et cette pression fiscale incontrôlée ne parvient pas pour autant à inverser une hausse des déficits publics qui est devenue abyssale, même si les marchés continuent encore, union monétaire oblige, à les financer à bon compte. Quant au chômage, il continue de s'accroître à des niveaux historiques notamment en France. L'inversion des courbes promise depuis longtemps n'est toujours pas pour demain !

La persistance de ces indicateurs déprimés et déprimants, accompagnée de notations fondantes, va de pair avec nos retards croissants d'investissement dans la recherche, l'innovation, l'industrie et les infrastructures. Elle souligne année après année un déclassement constant vis-à-vis de nos compétiteurs internationaux, avec une montée concurrentielle irrésistible des économies émergentes, notamment asiatiques.

Les Etats membres périphériques et du sud, dont la France, particulièrement éprouvés par l'accentuation d'une rigueur trop tardive pour ne pas être brutale, subissent le plus sévèrement la détérioration de l'économie et de l'emploi. Les Etats membres du nord et du centre, comme l'Allemagne, engagés depuis plus longtemps dans des politiques de rationalisation des coûts tant du secteur public que privé, tirent mieux leur épingle du jeu de cette mauvaise situation européenne.

Bien évidemment, ces pays plus anciennement méritants n'entendent pas gaspiller leurs acquis budgétaires et financiers par des relances inconsidérées au bénéfice prioritaire des autres, ce qui n'améliore pas le climat de compréhension mutuelle et complique la mise en œuvre d'une relance économique européenne. Le grand absent pour réussir est facile à identifier : la confiance...

Aujourd'hui Jean-Claude Juncker, élu sur base d'un accord politique des principaux partis au Parlement européen, veut faire bouger les lignes. C'est avec une lucidité méritoire qu'il s'est présenté comme président d'une Commission de la dernière chance. Son annonce d'un plan de relance de 315



milliards d'euros procède directement de cette volonté de réagir. Elle a été avalisée sans difficulté ni délai par le Conseil européen de décembre présidé par Donald Tusk, dont le style apparaît lui-même plus incisif que celui du trop discret van Rompuy.

Il reste toutefois à préciser les modalités de financement et d'affectation de cette enveloppe de nouvel an, qui n'est aujourd'hui que promesse et non pas d'ores et déjà disponible. Et si les Etats, à défaut d'apporter leurs propres euros, se sont empressés de présenter de nombreux projets susceptibles d'en bénéficier, il s'agit là d'un fourre-tout sans cohérence européenne. Dans ces conditions, le risque est évident de voir un saupoudrage politique disperser les étincelles d'un feu de paille sans aucun effet durable.

Tout ceci reste encore bien loin de concrétiser une nouvelle politique économique apte à ranimer la confiance des opérateurs et des investisseurs. On peut donc se demander si Jean-Claude Juncker, dans sa volonté de changement, n'a pas mis la charrue avant les bœufs, et annoncé ou sollicité des fonds avant de présenter un vrai programme les justifiant. Un tel programme ne serait pourtant pas si difficile à concevoir, par-delà toutes les péripéties prévisibles pour le mener à bien.

Citons ainsi au titre des priorités qu'on serait en droit d'attendre pour ranimer la confiance, réconcilier l'opinion avec l'Europe et doter celle-ci des moyens qui lui font défaut : un code de conduite fiscal appuyé sur un véritable « serpent » européen des impositions, mettant fin aux pires iniquités actuelles de traitement – quitte, face aux contraintes des règles d'unanimité, à débloquer la situation par une approche fiscale du contrôle des aides d'Etat et un développement des coopérations renforcées - ; un institut budgétaire européen pour expertiser les indispensables mutualisations de dépenses publiques ; un trésor européen capable de piloter en liaison avec la banque centrale européenne une politique financière pertinente ; une agence européenne de l'énergie supervisant nos besoins collectifs ; un plan de modernisation industrielle et de rattrapage technologique avec des circuits efficaces de financement, des brevets communs compétitifs, des facilités mutuelles d'achat public, des réseaux européens de sous-traitance associant les PME ; des moyens opérationnels de sécurité assurant à l'échelle européenne une protection civile renforcée, une police unifiée des frontières, une lutte efficace contre le terrorisme et la criminalité, des capacités autonomes d'intervention et de défense.

On le voit clairement : ce qui manque aujourd'hui à l'Europe, c'est bien moins des capitaux que des priorités de réorientation, avec une vision cohérente et une feuille de route opérationnelle, qui permettront seules de relancer l'Europe en ranimant la confiance. En ce début 2015, cette réorientation, cette cohérence et cette feuille de route on les attend toujours. Et avec elles, cette « dernière chance »...

Bruno VEVER,
délégué général d'Europe et Entreprises



Basculement grec : nouvelle crise ou nouvelle donne ?

Bruno VEVER

La victoire de la gauche radicale Syriza aux élections nationales grecques du 25 janvier constitue une surprise depuis longtemps annoncée, ce qui ne l'empêche pas d'être passionnément commentée. Déjà en tête des élections européennes du pays en mai dernier, Syriza aura surfé efficacement sur une vague de mécontentement qui n'a cessé d'enfler face à la potion amère administrée par les précédentes coalitions gouvernementales d'Antonis Samaras (réduction des salaires tant publics que privés, hausse des prélèvements fiscaux et sociaux, prestations publiques en baisse, biens et services publics mis à l'encan, voire bradés au tout venant), comme au manque d'effet perceptible de ces mesures pour rétablir la situation (cf. récession, chômage, faillites, émigration des jeunes).

Passant de 3% des voix lors de sa création en 2004, et à peine 5% en 2007, à cette arrivée au pouvoir en 2015 avec l'appoint occasionnel d'autres souverainistes, le nouveau, jeune et contestataire premier ministre Alexis Tsipras entend bien rebattre les cartes de son pays face à ses partenaires européens. Il n'a nulle intention pour autant de quitter la table de jeu, ayant écarté d'emblée toute sortie unilatérale de l'euro. Il réagit comme un joueur de bridge lassé d'occuper la place du mort face à une troïka qui confisquerait à ses dépens la partie et les mises. Et il entend à présent reprendre ses cartes pour une revanche agressive au poker !

Il escompte bien, ce faisant, se rallier les sympathies, dans tous les sens du terme, d'autres partenaires de l'euro également en difficulté, notamment du Sud : son appel à rééquilibrer une conception un peu trop germanique des politiques budgétaires n'est effectivement pas une revendication sans échos ! La France elle-même y est d'autant moins insensible qu'elle n'est pas parvenue, malgré les promesses de François Hollande, à renégocier le traité Merkel de rigueur budgétaire. Elle pourrait trouver avantage à occuper une place de médiateur actif entre Athènes et Berlin, à condition de veiller, comme le risque existe bel et bien, à ne pas s'y brûler les doigts !

Sur le plan interne, Alexis Tsipras a déjà voulu démontrer que son changement « c'est maintenant », en réinjectant une part de pouvoir d'achat en direction de ses électeurs, dont le niveau de vie a chuté d'un quart en cinq ans. Il bénéficie, pour financer ces mesures, d'un bouclier financier temporaire sur la lancée des aides et garanties européennes obtenues par ses prédécesseurs. Mais il déclare vouloir compenser le surcoût de ses mesures sociales, et sauvegarder l'appui des aides européennes, en engageant une lutte sans merci contre la fraude fiscale et les clientélismes en tous genres, qui sont effectivement depuis longtemps le « talon d'Achille » de l'économie et des finances publiques grecques, d'ailleurs tout autant dénoncé par les bailleurs européens, toutefois moins empressés à démanteler les filières européennes d'évasion et d'optimisation fiscale...

Sur le plan externe, la priorité d'Alexis Tsipras est de renégocier les conditions du redressement économique et social grec, en desserrant la brutalité de l'étau de rigueur imposé par la troïka européenne en échange des aides. A ces fins, il n'a pas hésité à rompre brutalement le dialogue avec



une troïka jugée aussi antinationale que technocratique pour réamorcer un autre dialogue sur un autre terrain et avec d'autres interlocuteurs, à travers une tournée des capitales européennes commençant bien sûr par celles du Sud les plus ouvertes à ses vues. Rien ne paraît écarté de sa part pour déstabiliser Berlin, y compris un devoir de mémoire d'exactions et de spoliations sous l'occupation allemande justifiant des compensations pour la dette grecque.

Bien évidemment, ce basculement grec risque de provoquer un effet de contagion dans d'autres pays européens en difficulté, à commencer par l'Espagne où le mouvement des indignés Podemos escompte bien bouleverser la donne des prochaines élections nationales qui auront lieu d'ici la fin de l'année. C'est donc non seulement la question d'une relance de l'économie mais bel et bien celle d'une relance de la crise de l'euro qui se trouve aujourd'hui posée à tous nos dirigeants !

Mais ce nouvel épisode d'une sempiternelle crise de l'euro peut et doit tout autant activer la maturation des bonnes réponses trop longtemps reportées à de vraies questions, aujourd'hui clairement posées par Tsipras à défaut des réponses. Car tant qu'on s'obstinera à prétendre n'apporter aux problèmes européens de l'euro que des réponses nationales, qu'elles soient orientées à droite comme on le prône à Berlin ou à gauche comme à Athènes, on continuera à se tromper d'exercice...

Après avoir perdu quinze ans à s'endormir sur l'union monétaire, et à attendre une répétition des crises pour improviser une répétition des sauvetages, il est vraiment temps d'aborder sans plus d'échappatoires les questions urgentes d'une véritable politique financière commune, d'un encadrement fiscal européen, d'une mutualisation ciblée des dépenses publiques comme d'une relance de l'intégration économique et sociale. Seules des réponses solidaires à ces questions permettront de réconcilier non seulement la Grèce et l'euro, mais toute l'Europe et l'euro.

Sommes-nous prêts à pareilles avancées dans notre contradictoire fédération monétaire d'Etats nations toujours cramponnés à leurs souverainetés économiques, budgétaires, fiscales et sociales ? L'heure presse de choisir la plus nécessaire des solutions, c'est-à-dire le développement de nouvelles solidarités autour de l'euro. Sinon l'histoire choisira pour nous la plus mauvaise d'entre elles, c'est-à-dire la faillite de l'euro, le repli sur soi et la déroute programmée des pays européens face à la globalisation.

Bruno VEVER,
délégué général d'Europe et Entreprises



Paradoxes européens ou Europe de paradoxes ?

François-Xavier BELLEST

Un paradoxe, c'est une opinion qui va à l'encontre de l'opinion commune. C'est une action, un fait, événement qui est en contradiction avec la logique.

Quel rapport avec l'Europe, me direz-vous ?

Si l'on regarde le chemin parcouru depuis la crise financière de 2007, en sept années l'Europe a surmonté les catastrophes qu'on lui prédisait : mort de l'euro, retrait d'États-membres, fragilité face aux conflits internationaux. L'Europe, quoiqu'on en dise, dans sa course d'obstacles n'arrive pas première, mais elle n'est pas –et de loin– la dernière !

Bon an mal an, l'Europe fait son chemin. L'Europe « trace » son chemin et elle résiste – aux critiques et aux détracteurs -. L'Europe est et existe bel et bien !

Les eurosceptiques peuvent retourner aux vestiaires... Le démantèlement de l'Europe n'est pas pour demain !

Qu'ils s'agissent de citoyens européens dont le cœur balance entre moins d'Europe et plus d'Europe, force est de constater que ces citoyens tiennent –tout de même !– à « leur Europe ».

Ok ! Cette Europe est loin d'être « parfaite », mais comparée à d'autres organisations similaires, l'Europe a de beaux jours devant elle.

Le président de la BCE, Mario Draghi, a pris des mesures-chocs pour relancer l'Union européenne. La stratégie d'un euro plus compétitif face au dollar permettra de faire redémarrer cette compétitivité tant décriée pendant ces dernières années. Si nous prenons en compte la décision récente de la BCE de faire « marcher la planche à billets », les conditions sont réunies pour permettre à l'Europe de poursuivre sa marche dans et aux côtés du Monde....

Surtout, et c'est ce qui est aussi important que l'effet économique, il s'agit pour les États membres et donc les citoyens européens de (re)gagner la confiance dans leurs institutions. Cette confiance avait été mise à mal, notamment aux dernières élections européennes, d'où la montée en puissance des eurosceptiques. Certes, cette crise de confiance, était –et reste encore– une crise générée par une mauvaise communication de chaque Etat-membre. Rappelez-vous, il n'y a pas si longtemps, lorsque qu'un Etat-membre était « malade », c'était la faute à l'Europe. Alors que lorsqu'un Etat-membre se portait bien, c'était –bien sûr– à cause ou grâce à... l'Etat-membre lui-même, non l'Europe...

En janvier dernier, lors des atteintes à la liberté, l'Europe et le Monde se sont (re)trouvés unis. Comme si les stigmates des années passées avaient –d'un coup– disparues. Dans le malheur s'en vient de bonnes choses. Espérons que ces malheurs ne se reproduiront pas et permettront de conserver cette fragile confiance. Fragile car les Européens sont eux-mêmes confrontés à leur quotidien avec une



Europe qui les dépasse (trop) souvent. Déjà, et nous le savons tous, les citoyens européens peinent à s'intéresser aux politiques économiques et sociales de leurs propres États membres, alors s'agissant de l'Europe, il faudrait à jour de publication de cette Lettre multiplier les communiqués.

Communiquer sur l'Europe, c'est communiquer envers ses citoyens et envers le reste du Monde, et là, nous nous apercevons que l'exercice semble difficile.

Ceci n'est pourtant pas insurmontable !

Si l'Europe se regardait dans un miroir, elle ne devrait pas avoir honte de son image ! Depuis la Seconde Guerre mondiale, la construction européenne a permis d'édifier une communauté de territoires, de peuples, de cultures : une diversité. Elle a permis aussi depuis plus de dix ans de créer et gérer une monnaie unique, l'euro.

Alors bien sûr, comme je l'écris plus haut, tout n'est pas parfait. L'union monétaire et la diversité se construisent. Nous oublions vite le nombre de pays dans les années 70 qui composaient l'Europe en regard de celui d'aujourd'hui. Cet élargissement, rappelons-le, contribue à une stabilité politique dans l'espace européen.

Il est vrai que l'espace Schengen n'est pas si facile à gérer, notamment depuis l'exode de millions de réfugiés de pays en guerre ou de dictatures « reconnues », mais l'Europe tente de faire front.

Outre le déficit de communication, l'Europe souffre d'un autre mal, beaucoup moins affiché : la mutualisation.

L'Europe serait certainement beaucoup plus « glamour », si les citoyens européens voyaient dans les décisions de « leurs » institutions la mise en commun d'éléments jusque-là distincts.

Je ne vais pas ici faire l'état des lieux de tout ce qui a été entrepris au titre de « l'harmonisation ». Beaucoup a été fait et beaucoup reste à faire. Mais, il serait intéressant que les États membres mutualisent pour réduire aussi bien les frais que cela engendre que les interlocuteurs.

Depuis les attentats (en France comme en Belgique), nous avons bien constaté que les États membres sont fragiles à bien des égards. Fragilité des frontières avec une certaine porosité... Fragilité des moyens militaro-défensifs... Fragilité de la prévention des terrains de recrutement des terroristes...Fragilités des stratégies et des politiques en matière de flux migratoires, etc.

Pourtant des solutions existent...

Par exemple, soyons fous... La France pourrait donner le coup d'envoi d'une mutualisation des moyens de dissuasion...

Le Président de la République Française, en considérant que la situation actuelle dans l'est de l'Ukraine ne permet toujours pas la livraison du premier BPC (Bâtiment de projection et de combat) a donc décidé de suspendre celle-ci. La France est pourtant engagée par contrat... Elle devrait donc le respecter, ou rembourser la somme de 1,2 milliard d'euros...Ce n'est pas rien pour un pays en crise !



Pourquoi ne livrerait-elle pas ce navire, le « Vladivostok » à l'Union européenne, moyennant l'indemnité à verser à la Russie ? En transférant son contrat vers les institutions européennes, cela obligerait alors les États membres à se doter d'une vraie « armée européenne »... Et là, même si je suis quelque peu utopique dans mon raisonnement, croyez-moi, les citoyens européens comprendraient beaucoup mieux l'Europe ! Qui plus est, l'armée européenne serait – peut-être –, en mesure d'intervenir... en Ukraine ! En lisant cela, vous allez crier : objection, il y a l'OTAN...

Sauf que l'OTAN regroupe des pays qui dépassent largement le cadre du continent européen comme de l'Union européenne, et dont tous les intérêts ne se recoupent pas toujours exactement. Tout en restant pleinement partenaire de l'OTAN, qu'attend donc l'Europe pour créer sa propre force de dissuasion ?

Bien sûr, tout cela relève de la diplomatie... mais également d'une certaine logique que les citoyens aimeraient ressentir beaucoup plus souvent...

Entre paradoxes, mutualisations et communications, l'Europe à encore du chemin à faire...

François-Xavier BELLEST,
Sémiologue, administrateur d'E&E.



AGENDA – INFORMATIONS

Le 5 décembre 2014 l'association Europe et Entreprises recevait Thierry Jeantet à l'occasion de la sortie de son ouvrage « Des croissances, les alternatives à l'économie officielle » aux éditions François Bourin. A la fois militant et économiste, Thierry Jeantet est directeur général d'un GEIE d'entreprises de l'économie sociale (Euresa) et président du Forum international des dirigeants de l'économie sociale et solidaire (cf. Rencontres du Mont-Blanc). Son expérience l'a impliqué concrètement dans la création d'entreprises, comme la mutuelle d'assurances TUW en Pologne avec 1,2 million de sociétaires, et le pilotage de différents projets européens. Thierry Jeantet plaide pour des solutions plurielles intégrant plusieurs nouvelles dimensions à prendre en compte : « Nous sommes entrés dans une ère de profondes mutations sociétales, technologiques et environnementales, autant qu'économiques et financières et en conséquence sociales. Il est donc malthusien et irréaliste de s'accrocher aux vieux modèles, aux systèmes qui ont été dominants mais sont usés et se dévorent eux-mêmes ». L'auteur met en cause les « choix paresseux » tournés vers le passé, plaide pour des alternatives concrètes, secoue les habitudes et délivre un message volontariste d'espoir.

Bruno Vever, délégué général d'Europe et Entreprises, a participé le 28 janvier 2015 à Bruxelles à la réunion constitutive d'une initiative « Challenges Entreprise Europe », visant à promouvoir la réforme de l'Europe par la société civile. Henri Malosse, actuel président du Comité économique et social européen, est au premier rang des initiateurs, avec notamment Christophe Praud, président sortant du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises (CJD). Il s'agit de relayer les attentes et revendications des citoyens face aux insuffisances du fonctionnement actuel de l'Europe. CEE entend promouvoir plus de démocratie participative européenne, avec une synergie des associations, des retours d'expériences d'entrepreneurs et de jeunes, une contribution des milieux éducatifs et universitaires. CEE pourra recourir aux nouveaux outils européens, comme l'initiative citoyenne européenne ouverte par le traité de Lisbonne. Cette réunion a confirmé que CEE est en phase avec les objectifs d'Europe et Entreprises, et apte à relayer nos principales revendications (cf. statuts d'euro-entrepreneurs, facilités aux PME et TPE, appui mutuel à l'international, préférences européennes, programme accéléré d'union économique, encadrement fiscal européen, mutualisation de dépenses publiques, etc.).

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901

Maison de l'Europe de Paris
35 rue des Francs Bourgeois
75004 Paris

www.europe-entreprises.com

*Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises,
Contactez le secrétariat de l'association
en envoyant votre carte de visite au
siège de l'association ou en envoyant un
mail à :
entreprise_europeenne@yahoo.fr*

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette

Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Rédacteur en chef : François-Xavier Bellest

Editorialiste : Bruno Vever

Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.



EUROPE & ENTREPRISES
Association for euro-entrepreneurs

Lettres d'Europe et Entreprises- Fév. 2015-n°70